



UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

De : silvère Magnon

A: membres du Bureau National

Objet: Convocation au BN et au CN

Paris le mercredi 10 novembre 1999

Salut,

Je te confirme, suite à un premier courrier que tu as dû recevoir, que le prochain Collectif National aura lieu :

samedi 27 novembre à partir de 14h
dimanche 28 novembre à partir de 9h

Pour le préparer, nous aurons un BN le samedi matin, de 9h à 12h

Ordre du jour du CN:

Le samedi après-midi sera consacré à l'actualité universitaire. De nombreuses universités ont décidé de se mobiliser pour faire face aux mauvaises conditions de rentrée. Qu'il s'agisse d'aide sociale, de cours surchargés, de problèmes d'étudiants étrangers... cette rentrée est placée sous le signe de l'offensive. Comment permettre à toutes ces batailles de converger et de peser dans les débats budgétaires, pour nous permettre d'étudier dans de bonnes conditions? Le budget de l'Enseignement Supérieur a été voté à l'Assemblée Nationale, quels moyens pouvons-nous nous donner pour que nos revendications soient prises en compte pour le vote global du budget 1999-2000?

D'ors et déjà, trois batailles nationales de l'UNEF sont proposées, sous la forme de cartes-pétitions:

- **bataille contre les frais illicites** pour à la fois peser sur la présidence des universités afin qu'elle les rembourse, et sur le ministère pour combler le manque à gagner pour les universités, et reposer ainsi la question du réengagement financier de l'Etat.
- **SOS-Aide Sociale**, pour recenser les problèmes, engager des batailles collectives pour déboquer immédiatement les aides demandées, et pour que les étudiants puissent s'exprimer sur l'aide sociale dont on a besoin aujourd'hui.
- **25 par TD**, là encore, pour allier urgence et réflexion. L'objectif est d'avoir un matériel qui nous permette de recenser les TD surchargés et d'engager avec les

étudiants du cours la bataille pour les dédoubler et en même temps d'engager la réflexion sur l'embauche de profs (dont les 5000 thésards au chômage) la construction de locaux mais également sur la pédagogie (à quoi doit servir un TD?)

En plus de la bataille liée au budget, nous aurons également à débattre samedi au collectif de la licence professionnelle votée au CNESER le lundi 8 novembre (un courrier explicatif va rapidement t'être envoyé) ainsi que des évolutions de la situation de la MNEF suite à la nomination de 2 administrateurs provisoires vendredi 5 novembre (là encore un courrier spécifique retraçant contexte et décision va te parvenir)

Le dimanche matin nous aurons un débat autour de la préparation des Assises. Nous pourrons faire à cette occasion le bilan du premier Collectif de Préparation des Assises qui aura lieu le mercredi 17 novembre, et en fonction de réfléchir à nos propositions pour ces Assises. Nous aurons également à discuter de la mise en place des Collectifs Locaux Unitaires sur les facs, afin de très vite engager des batailles communes aux assocs et aux étudiants d'un campus, et de réfléchir ensemble au syndicalisme que nous voulons construire.

Dans la perspective de mettre ce débat dans les mains de nos adhérents et des étudiants, la lettre à tous les adhérents va partir bientôt. Si tu n'as toujours pas remonté les coordonnées de ton orga, nous t'invitons à le faire dans les plus brefs délais. De la même manière, un matériel A3 en direction des étudiants est rédigé et sera rapidement mis à disposition des AGE, afin de lancer le débat dans la communauté universitaire, de manière plus large qu'uniquement les syndicats et associations

Le dimanche après-midi sera l'occasion de nous réunir par secteurs d'activité, afin de traduire concrètement les décisions du collectif national dans tous les champs de notre intervention, et de travailler ensemble sur du matériel, des axes de revendications par secteurs et des batailles spécifiques.

Tu l'auras compris, ta présence est vivement souhaitée au BN et au collectif national. A bientôt donc...

**Silvère
Secrétaire Général**



UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Étudiant •

De : silvère

A: membres du CN

Objet: lieu et horaires du CN

Salut,

Suite à la convocation au CN des **27 et 28 décembre** que tu as reçu, je t'envoie quelques infos supplémentaires

Le collectif national se tiendra à la fac de Saint-Denis,
métro Saint-Denis Université, ligne 13

Correction: Lors de la précédente convocation, j'avais indiqué que la séance du samedi commencerait à 14h. Afin de tenir compte d'une autre échéance à la même date, je te propose de nous retrouver à **13h**.

Face à la tenue de la Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Seattle, un collectif d'organisations politiques, syndicales et associatives appellent ensemble à une journée d'actions et de manifestation dans toute la France le samedi 27 novembre.

L'ordre du jour du sommet de Seattle concerne différents domaines tels que l'alimentation, la santé ou l'éducation, visant à généraliser dans toutes ces dimensions de l'activité humaine, professionnelle et sociale, les règles de la concurrence et du dumping. Ainsi, toute mesure de protection, qu'elle soit de nature écologique, ou de solidarité sociale, tout service public, seraient alors interprétés comme obstacles à la concurrence et sanctionnés par des mesures de rétorsions financières. Cette dynamique accentuerait les inégalités sociales: désastreuse pour les pays du Nord, elle serait catastrophique pour les peuples du Sud. La manifestation du 27 novembre vise à empêcher cette course à la marchandisation totale du monde, en demandant notamment le respect de la notion de service public dans les secteurs essentiels que sont l'eau, la santé, l'éducation, la culture, l'audiovisuel, les services de communication, les transports, le logement, l'énergie.

La date de notre collectif national avait été fixée avant la date de la manifestation. Devons-nous pour autant faire l'impasse sur cet événement? Je te propose que nous nous retrouvions samedi à 13h à Paris 8 pour en décider.

Silvère
Secrétaire Général

**Rapport introductif au
Collectif National du
27/11/99**

Actualité et activité

**Rapporteur:
Diane Ligoit
secrétaire nationale**

Des milliers de personnes ont manifesté aujourd'hui leur refus de la loi de la jungle préconisée par l'OMC dont le rendez-vous est fixé au 30 Novembre 1999 à Seattle.

Parce que le monde n'est pas une marchandise, nous refusons d'accepter la libéralisation et la mise en concurrence de la santé, l'agriculture, l'alimentation, l'éducation... Nous refusons également que cette loi du plus fort soit imposée sans débat démocratique des citoyens de la planète sans prise en compte des réalités économiques, sociales et culturelles de chaque pays.

Alors que le commerce mondial annonce 8 % de croissance, l'aggravation des inégalités, la famine, le chômage massif et les dégradations de l'environnement deviennent insupportables.

« A la mondialisation financière nous opposons une autre conception des échanges internationaux, basée sur la solidarité, la coopération, un commerce équitable », scandent les organisations signataires de la manifestation.

D'ailleurs, de cette conception là naissent des exigences nouvelles, notamment en France. Depuis des mois le rapport de force engagé par l'opinion publique, les forces politiques, associatives, syndicales, personnalités, a remporté des victoires.

De l'échec de l'AMI à la reconnaissance de l'exception culturelle en Europe ou aux avancées obtenues en Europe sur la question du sport, de nouveaux points d'appuis existent pour concevoir la place de l'éducation, la santé, le plein emploi, l'environnement... en France comme en Europe ou dans le monde. C'est le sens de notre participation aujourd'hui !

Notre exigence de formation, de plein emploi, de justice sociale nous conduit également à être partie prenante avec 15 autres organisations de jeunesse d'un collectif agissant pour une RTT favorable à l'emploi des jeunes et leur vie.

Ce collectif, né d'une volonté commune d'agir pour améliorer la loi Aubry et en combattre les dangers de précarisation n'a cessé depuis deux mois d'interpeller Ministres, Députés et Sénateurs pour une prise en compte des exigences des jeunes.

Ces revendications portent notamment sur les créations d'emplois, la formation, le contrôle des aides par les salariés, l'égalité de salaire etc.

La rencontre avec Martine Aubry avait permis des avancées pour les étudiants salariés et celle avec M.-G. Buffet a débouché notamment sur l'accord du Ministère de la Jeunesse et des Sports à aider à la publication d'un guide sur les droits du jeune face au travail.

L'élaboration de ce guide proposé par l'UNEF, sera un outil d'information mais également d'action pour permettre aux jeunes de faire respecter leurs droits et de gagner sur la lutte contre la précarité et le droit à l'emploi. Il sortira en Mars 2000.

D'ici là, le collectif d'organisations continue à se mobiliser pour que cette loi constitue un progrès social.

C'est le sens d'une initiative coup de poing organisée Jeudi 25 devant le Virgin Mégastore et de l'initiative mardi 30 novembre au Quick et au Mac Do de la Sorbone, avec la CGT Commerce et l'UNEF ID.

L'emploi des jeunes, la lutte contre le chômage et la précarité sont aussi au coeur de la journée de manifestations du 11 Décembre qui fait suite à la manifestation nationale du 16 Octobre.

D'ores et déjà, elles sont prévues dans de nombreux départements et régions et pèseront dans le rapport de force en faveur de l'emploi.

Notre participation à cette échéance comme notre présence aujourd'hui et dans le collectif jeune sur les 35 H participe de notre volonté d'agir pour garantir la place des jeunes dans une société de plein emploi, d'épanouissement et de citoyenneté.

Cette participation ne se fait pas par simple solidarité mais bien car les préoccupations du mouvement social et politique posent des questions immédiates en matière de formation.

En effet, comment gagner une société de plein emplois, d'emplois qualifiés et durables, sans consacrer des moyens supplémentaires à l'éducation, sans favoriser l'acquisition de connaissances mais aussi d'esprit critique.

Ainsi, les batailles engagées sur ce semestre participent bel et bien de cette ambition sociale pour la formation des jeunes.

D) Actualité, activité :

a) bilan du premier semestre :

Bien évidemment, le vote du budget de l'E.N à l'assemblée ne répond pas à l'exigence de formation, à bien vivre sa vie de jeunes. En effet, nous en vivons les conséquences sur nos universités: sureffectif, numerus clausus, options supprimées, filières menacées, frais illicites qui se multiplient, aides sociales insuffisantes...En même temps, ce début d'année a marqué la multiplication des mobilisations, des luttes, des batailles :

- suite aux assemblées générales à Montpellier et aux délégations reçues par l'administration, une solution d'urgence a été trouvée pour la BU. C'est tout de suite, un pas supplémentaire vers l'égalité des chances face aux études.

- Au CROUS de Créteil, c'est la transformation de 380 A.E en bourses, c'est la question de la justice sociale qui est posée.

- A P.8, c'est la régularisation d'étudiants sans papier, et notamment de Saber; à Nanterre, c'est la suppression du caractère éliminatoire du test de français pour les étudiants étrangers : c'est un pas vers l'égalité entre étudiants français et étrangers.

- à P4 :les étudiants et les élus ont gagné sur les modalités d'examen et l'université revient sur certains points de la réforme Bayrou.

- à Bordeaux, ce sont les équivalences qui ont été gagnées.

- quand suite au mouvement à Lyon, des postes d'enseignants sont gagnés, c'est bien l'amélioration de notre formation qui est avancée.

Ces mobilisations montrent les exigences revendicatives des étudiants, le refus du statut quo, le besoin de transformer l'université. Et cela se traduit aussi au moment des élections; en effet à St-Etienne et à Créteil nous gagnons des élus. Conforté par cet état d'esprit, nous avons à sortir de nos limites : encore trop d'adhérents de l'année dernière n'ont pas été recontactés, cela ne permet pas à chaque adhérent d'être informé, de pouvoir participer, de donner son avis, de compter pour un; de la même façon, nous avons besoin d'être plus public, de ne pas garder les batailles pour nous, de faire vivre les débats. Nous avons aussi besoin de mener les batailles jusqu'au bout.

b) Quelles perspectives y apporter :

Nous avons donc à nous interroger sur les outils qui permettent à chaque étudiant, chaque adhérent de débattre, de faire des propositions et aux batailles à engager pour gagner sur nos conditions d'études.

D'ores et déjà, certaines batailles ont permis à des adhérents de prendre toute leur place dans l'UNEF et de lutter sur leur filière, c'est le cas sur la filière histoire et histoire de l'Art où les étudiants ont décidé de se rencontrer au mois de Février/Mars, afin de discuter de l'avenir de leur formation, notamment en histoire de l'Art et archéologie. Déjà des contacts ont été pris avec les universités où existent ces filières ainsi que la CGT-Archéo, le SNES et l'AFAN. De plus, suite à ces contacts, des associations de filières ont fait des réponses spontanées.

Afin de réaliser ce projet et y donner toute l'ampleur qu'il mérite, il faudrait que dès Décembre, mi-Janvier au plus tard, tous les contacts soient pris. Ainsi, faire circuler la pétition, permettre aux étudiants et aux adhérents de s'organiser dans la filière, serait le meilleur atout pour y donner le contenu que l'on souhaite y mettre (revaloriser le contenu des cours, l'importance de ces filières...).

De la même manière, l'avenir des filières artistiques de l'enseignement supérieur semble se jouer autour de la question de leur « rentabilité » et de la place qui leur est accordée dans le monde du travail.

Une directive ministérielle qui reste évasive donne au conseil d'UFR et plus largement aux équipes de travail sur le contenu de ces formations la liberté d'établir une plaquette des diplômes. Ainsi, à P8 une des plus grande fac proposant une formation pratique de l'Art) la filière s'organiserait autour de deux grands intitulés d'enseignement comme « Arts et technique » et « Arts et culture ». C'est tout simplement la mise en concurrence de ces deux types de diplômes en divisant les étudiants (ceux qui voudraient acquérir une technique en vue d'un débouché professionnel et ceux qui seraient là parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire).

Afin de réagir face à cela, l'UNEF P8 réfléchit à la tenue du festival des Arts et de la création universitaire pour Mai prochain, associant aux exigences des contributions des étudiants une rencontre avec les professionnels des Arts en général. Ce pourrait être le lieu de croisement entre l'Art et le politique, l'université et le monde professionnel, permettant de mettre en avant la légitimité d'un enseignement qui laisse aux étudiants la liberté de réagir par le biais de l'Art et sa portée visionnaire, à l'évolution de notre société.

Nous ne pouvons accepter la disparition programmée de certaines filières sous prétexte qu'elles ne sont pas rentables ou qu'elles n'ont pas de débouché professionnel (on parle d'Arts ou d'histoire de l'Art c'est aussi vrai pour la philo, ...).

Organiser les étudiants de ces filières, les mettre en réseau nationalement, paraît aujourd'hui incontournable et la participation de chaque AGE où existe chacune de ces filières y donnerait toute l'ambition portée par les étudiants et permettrait de donner un nouveau souffle à la mobilisation pour gagner.

Cependant, si certaines luttes sont particulières à quelques filières, d'autres concernent tous les étudiants, touchant leur qualité de vie ou d'étude.

Ainsi, depuis la conférence nationale, la proposition de plusieurs matériels a été faite : 2 cartes pétition, 1 A3 (discuté déjà à plusieurs reprises).

Ce matériel répond à une demande des AGE pour permettre une activité et recréer une mobilisation à la fois des étudiants mais aussi des adhérents, car on a pu le voir, les mobilisations engagées sur les problèmes de budgets, entre autres, ont montré leur limite.

Redonner des perspectives aux luttes engagées sur les campus c'est bien la volonté de ce nouveau matériel.

25/TD :

Cette carte pétition a pour but de recenser les TD surchargés, d'engager des batailles pour les dédoubler mais au-delà, ce dispositif pourrait permettre de poser réellement le débat sur la pédagogie, le contenu de nos cours... En effet, la nécessité de dédoubler un TD peut être plus clair si on pose aussi le débat du qualitatif.

Un TD à 25, oui mais pour quoi faire? C'est là toute la question que l'on doit se poser aujourd'hui, surtout quand on voit ce qui se passe dans certaines filières (Arts, histoire de l'Art).

Si une remise en cause de la pédagogie et du contenu des cours est nécessaire, on ne doit pas pour autant attendre de solution miracle du ministère. C'est donc par filière que ce débat doit être posé pour prendre en compte la spécificité de chaque enseignement.

Ainsi, cette carte pétition pourrait permettre dans un premier temps d'être à la fois public sur les facs et de gagner les dédoublements des TD surchargés (en multipliant les rassemblements, les délégations en conseil d'UFR, CA, CEVU...), et dans un second temps, de débattre du contenu et de l'avenir de nos formations. Bref, être plus ambitieux tant sur le quantitatif que sur le qualitatif.

Objectif Justice Sociale :

Un peu de la même façon que le 25/TD, ce dispositif permet de recenser les problèmes et d'engager les luttes pour gagner (rassemblement devant les CROUS, interventions des élus...) mais aussi d'engager le débat sur le statut social de l'étudiant.

Jusqu'à présent, le dispositif « sos aide-sociale » permettait de recenser et de débloquent des aides d'urgence pour les étudiants en galère. Donner plus de perspective à ce dispositif, poser le débat avec les étudiants sur quelle aide sociale pour atteindre la justice sociale est aujourd'hui plus importante que jamais.

En effet, la proximité des élections aux CROUS, l'allocation d'étude et toutes les questions concernant l'aide sociale (logement, santé, bourse...) sont autant de points qui amènent à poser le débat.

Gagner une exonération, un FSU,... pose le problème des critères d'attribution des aides. Aussi, on pourrait d'ores et déjà engager le débat sur la justice sociale avec les étudiants recensés.

Afin de créer le rapport de force sur les aides d'urgence à obtenir, outre recenser les cas, il faudrait permettre aux étudiants de s'emparer de la bataille en multipliant les gestes : délégations dans les conseils d'administration des CROUS, rassemblements, dépôt collectif des pétitions pour y donner un aspect de masse au lieu de régler au cas par cas de manière délégataire.

Au-delà de la justice sociale, il est important aujourd'hui de « réfléchir » à un véritable statut social de l'étudiant permettant à chacun de vivre pleinement sa vie de jeune et réussir ses études sans contrainte.

II) Discrimination/solidarité :

a) Mumia/solidarité internationale :

Au moment où se tient le sommet sur l'OMC, où dans les sociétés les gouvernements font le choix de nier des individus, les étudiants expriment fortement leur volonté de solidarité et leur attachement à la dignité humaine.

A Orsay, les étudiants avec l'UNEF ont exprimé leur solidarité avec les étudiants Iraniens condamnés pour avoir manifesté pour une société plus juste et démocratique.

De la même manière, la solidarité s'organise autour de Mumia. Ainsi, de nombreux collectifs unitaires ont été mis en place sur les universités comme à Jussieu ou Bordeaux, pour obtenir « l'annulation » de la peine de mort pour ce journaliste. A Bordeaux et Orléans, des concerts de soutien sont organisés avec d'autres associations pour le mois de décembre, ou encore à Rouen où sont organisés une conférence débat et un concert en soutien à Mumia.

Là aussi, les gestes de solidarité sont à multiplier (rassemblement, débats, concerts...).

b) Droit des femmes :

Au moment où les droits de l'Homme sont partout bafoués, les droits des femmes sont d'autant plus remis en question.

Aussi, avec le collectif national du droit des femmes, l'UNEF participera à la manifestation le 15 Janvier 2000 autour de 5 thèmes : la liberté, l'autonomie, l'égalité, la dignité, la solidarité.

- Liberté : nous voulons disposer de notre corps et de vivre notre sexualité,
- Autonomie : nous voulons de vrai emploi, des salaires décents, du temps pour vivre,
- Dignité : nous refusons toutes les violences, les discriminations sexistes et la lesbophobie,
- Egalité : nous voulons la parité de la vie politique, économique et sociale,
- Solidarité : nous luttons pour les droits des femmes du monde entier et pour l'égalité des droits des femmes étrangères en France.

Un matériel commun doit être élaboré d'ici fin décembre ainsi qu'un tract jeune pour début janvier, j'engage donc chaque AGE à mobiliser, à contacter les associations locales pour que cette manifestation soit la réussite de toutes et de tous pour l'égalité des droits.

c) Les étudiants étrangers :

L'égalité des droits c'est aussi l'égalité des droits des étudiants étrangers.

Avec la circulaire du 11 octobre de Chevènement, la situation des étudiants étrangers se durcit, on revient aux années Pasqua.

A l'heure où l'on parle d'échanges des cultures, on refuse pourtant à des étudiants étrangers le droit d'accéder dignement au savoir sur notre sol.

Ainsi, Saber, étudiant à Paris 8, s'est fait arrêter lors d'un contrôle de papier et placé en centre de rétention avec arrêté d'expulsion immédiate. La mobilisation mise en place a permis d'obtenir sa libération, mais combien d'anonymes se font expulser chaque jour ?

Suite à plusieurs rencontres unitaires et au réseau téléphonique alors en place, l'UNEF Paris 8 a réuni un collectif d'étudiants sans papier (25 personnes) afin d'organiser le recensement des cas et les dépôts de dossier en préfecture. Ce collectif a déjà permis de recenser 200 à 300 cas.

La mise en place d'une coordination nationale et de coordinations locales des étudiants sans papier pourraient permettre de recenser et de réagir rapidement en cas d'urgence pour que des cas comme celui de Saber ne se reproduisent plus.

III) Animer toutes les luttes :

Comme on peut le voir, l'activité à mener est importante. Nous sommes ambitieux sur les objectifs qu'on s'est donnés.

Cependant, envoyer un courrier, sortir une affiche, des cartes pétitions, demande des moyens financiers que nous ne sommes pas en capacité de sortir.

Aussi, la souscription nationale "objectif 250 000 F", en plus des gestes très habituels, peut nous permettre de réaliser tous nos objectifs, de gagner notre indépendance et de gagner en efficacité.

De la même manière, tenir nos objectifs va nécessiter d'impliquer toujours plus de responsables de l'association de filière jusqu'au Bureau National.

Des efforts sont donc à poursuivre dans ce sens. Déjà, depuis la rentrée, des camarades s'impliquent dans la vie de l'union nationale (sur les filières Arts et Histoire de l'Art, trésor, insertion professionnelle, orga, discrimination, ...). Cette implication nous a ainsi permis de démultiplier notre intervention sur plusieurs thèmes et de faire parvenir aux AGE des bulletins d'aide à l'animation (trésor, orga, VDA, ...).

Pour autant, ces efforts ne sont pas suffisants et sont à poursuivre pour permettre aux AGE d'animer toutes ces batailles.

Dynamiser l'Union nationale demande certes des efforts du BN mais aussi de chacun d'entre nous pour que chaque adhérent, chaque étudiant puisse s'emparer des batailles en cours pour gagner

De plus, si chaque AGE remontait son matos, faisait de ses victoires un événement local comme national, cela pourrait permettre d'aider à l'animation, de donner des gestes pratiques qui aident à gagner et enrichir la VDA.

Conclusion :

Les luttes à mener dès lundi sur nos campus sont nombreuses. Aussi, recontacter les adhérents de l'année passée, proposer aux étudiants et surtout tous nos contacts de s'emparer des luttes en recensant les problèmes qu'ils rencontrent avec les différents dispositifs et en mettant en place des secteurs de travail peut permettre de tenir toutes ces batailles et à chacun de se retrouver dans l'UNEF suivant ses aspirations.

Dès lundi, multiplions nos interventions pour que chaque étudiant vive pleinement ses études en menant chacun des dispositifs (« 25 par TD » et « objectif Justice Sociale »).

Lutter pour dédoubler un TD ou pour gagner une aide sociale, un logement, ... participe pleinement à l'épanouissement de tous dans ses études et au changement de l'Université.